MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
****
OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi

Bulletin trimestriel sur le marché du travail :
4e Trimestre 2023, numéro 04. Janvier 2024.

Sommaire

Créations d'emplois du secteur privé	P.2
Créations d'emplois du secteur public	P.5
Pertes d'emplois	P.6
Evolution des créations et pertes d'emplois	P.7
Offres et demandes d'emplois	P.8
Dialogue social	P.9
Indice harmonisé des prix à la Consommation	P.11
Nouvelles créations d'entreprises	P.12

Le Bulletin trimestriel d'information sur le marché du travail est une production de l'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation (ONEF) sur la situation trimestrielle du marché du travail et des indicateurs clés de l'économie. Ce numéro porte sur l'analyse des données du **4e trimestre 2023**.

Synthèse

- ✓ Au 4e trimestre 2023, les interventions publiques ont permis d'améliorer les indicateurs économiques et de maitriser l'inflation comparativement au trimestre précédent. En effet, l'indice harmonisé des prix à la consommation globale a baissé de 0,8% entrainant une chute du taux d'inflation qui était à 2,1%, un niveau inférieur à la norme communautaire de l'UEMOA qui est de 3%. Cependant on a enregistré une baisse de la création nette d'emplois, qui est passé de 13 006 au 3e trimestre à 11 717 au 4e.

- ✓ Néanmoins, la relance de l'activité économique a permis la création de 8 416 emplois par le secteur privé, contre 6 404 au 3e trimestre, soit une augmentation de 31,4%. Au cours de la même période, le secteur public a créé 11 065 emplois dont 10 091 emplois portés par les projets et programmes d'insertion rattachés aux différents Départements Ministériels.

- ✓ Par contre, 1 467 pertes d'emplois ont été enregistrées au 4e trimestre, soit une hausse de 59,8% par rapport au trimestre précédent. Les principales raisons évoquées étaient économiques.

- ✓ On relève aussi que 1 135 demandes d'emplois contre 424 offres d'emplois ont été enregistrées ; et 457 placements effectués.

- ✓ En ce qui concerne le dialogue social, il a été enregistré 328 litiges individuels sur lesquels 209 ont été réglés en conciliation.

- ✓ Par ailleurs, 3 057 nouvelles créations d'entreprises ont eu lieu, soit une hausse de 105%, comparativement au 3e trimestre 2023.

Créations d'emplois du secteur privé

Les créations d'emplois du secteur privé sont analysées à travers les caractéristiques des entreprises qui recrutent et celles des emplois créés.

Au 4e trimestre 2023, au total, 8 416 emplois ont été créés par le secteur privé ; ces créations l'ont été principalement par les activités de services de soutien et de bureau. Répartis entre les différentes branches d'activités économiques (tableau 1), ces emplois étaient de 6 404 au 3e trimestre 2023, soit une hausse de 31,4%.

L'accroissement des emplois privés créés au 4e trimestre 2023, était constaté dans la plupart des branches d'activités. Outre les activités de services de soutien de bureau, qui ont générées 1 440 emplois, on peut citer les branches d'activités extractives et de fabrication qui ont connu des croissances respectives de 11,2%, soit 939 emplois et 10,7%, soit 904 emplois. Ces trois branches d'activités regroupent près de quatre dixième (39%) des emplois créés.

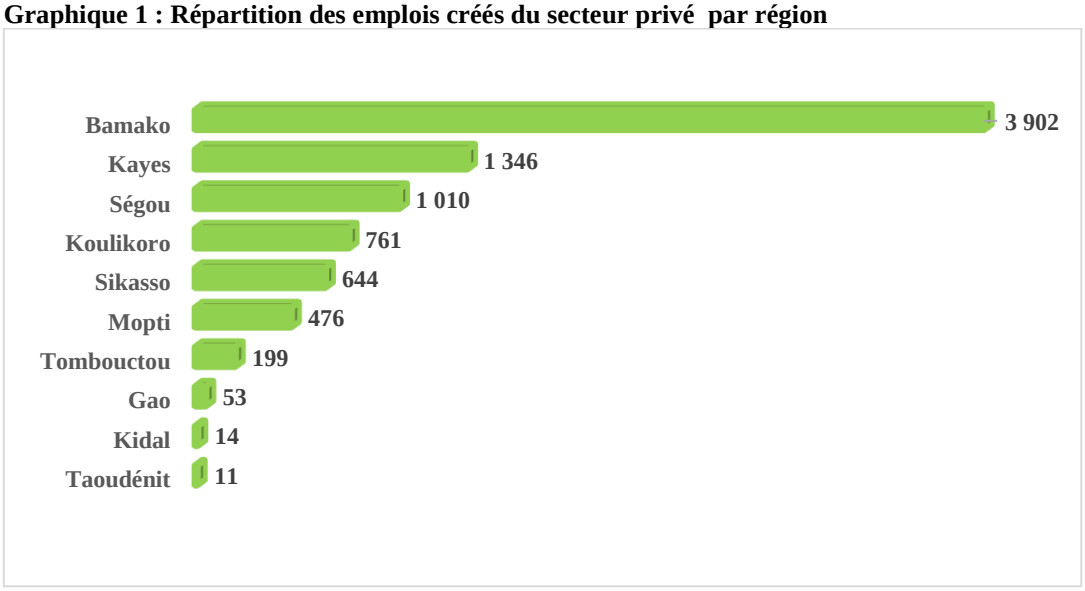
Tableau 1: Effectif et répartition (en %) des agents recrutés par branche d'activités

Branche d'activité	Effectifs	%
Agriculture, sylviculture, pêche	156	1,9
Activités extractives	939	11,2
Activités de fabrication	904	10,7
Production et distribution d'électricité et de gaz	49	0,6
Production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution	37	0,4
Construction	219	2,6
Commerce	711	8,4
Transports et entreposage	169	2,0
Hébergement et restauration	242	2,9
Information et Communication	104	1,2
Activités financières et d'assurance	187	2,2
Activités immobilières	314	3,7
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	104	1,2
Activités de services de soutien et de bureau	1 440	17,1
Activités d'administration publique	301	3,6
Enseignement	648	7,7
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	724	8,6
Activités artistiques, sportives et récréatives	0	0,0
Autres activités de services N.C.A.	504	6,0
Activités spéciales des ménages	8	0,1
Activités des organisations extraterritoriales	656	7,8
Total	8 416	100

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail, 3e trimestre 2023

Le graphique 1 nous donne la répartition des emplois créés au 4e trimestre 2023 par le secteur privé selon la région. Ainsi, sur les 8 416 emplois créés par le secteur privé, la majorité 3 902, soit 46,4%, ont été créés dans le District de Bamako tandis que toutes les régions (à l'exception de Mopti, Tombouctou, Taoudenni) ont accru les emplois privés créés au 4e trimestre. La région de Kidal, par exemple qui n'était qu'à 2 emplois créés au 3e trimestre en a créé 14 au 4e trimestre 2023.

Graphique 1 : Répartition des emplois créés du secteur privé par région



Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail, 4e trimestre 2023

Les hommes occupaient plus de huit emplois sur dix créés au 4e trimestre, soit 6 840 emplois sur 8 416 emplois créés. En outre 62,3% des contrats étaient à durée déterminée (CDD). Les principaux bénéficiaires étaient les jeunes de 25 à 35 ans au nombre de 4 401, soit 52,3% des emplois ; et les titulaires de Licence/Maîtrise au nombre de 1 691, soit 26,4% des emplois créés.

Par type de contrat, l'analyse des données du tableau 2 montre que le 4e trimestre était marqué par une augmentation croissante du nombre de CDD de 43,1% (passant de 4 664 au 3e trimestre à 5 243 emplois au 4e) et de 15,8% (passant de 2 740 au 3e trimestre à 3 173 emplois au 4e) pour les CDI.

La proportion des femmes ayant un CDI (39,8%) était plus élevée que celle des hommes (37,4%). Le nombre d'hommes a augmenté de 33,3% et celui des femmes de 23,9%.

Tableau 2: Effectif et répartition (en %) des agents recrutés par sexe et selon le type de contrat

Type de contrat	Homme		Femme		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
CDD	4 295	62,8	948	60,2	5 243	62,3
CDI	2 545	37,2	628	39,8	3 173	37,7
Total	6 840	81,3	1 576	18,7	8 416	100

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail, 4e trimestre 2023

Entre le 3e et le 4e trimestre 2023, le nombre de diplômés a connu une hausse notable (tableau 3), passant de 5 495 au 3e trimestre à 6 472 au 4e trimestre 2023, soit une hausse de 17,8%. Parmi les emplois créés durant le dernier trimestre 2023, on observe que 76,9% étaient pourvus par des diplômés tandis que 23,1% n'étaient détenteurs d'aucun diplôme. la proportion chez les femmes (14,8%) était moins importante que chez les hommes (25%). On note finalement que le nombre de diplômés de BTS/DEUG a augmenté de 37,2% entre le 3e et le 4e trimestre 2023.

Tableau 3: Effectif et répartition (en %) des emplois créés par sexe et selon le type de diplôme.

Niveau de diplôme	Homme		Femme		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Aucun diplôme	1 710	25,0	234	14,8	1 944	23,1
DEF	809	11,8	148	9,4	957	11,4
BAC	184	2,7	52	3,3	236	2,8
CAP/BT	1 460	21,3	334	21,2	1 794	21,3
BTS/DEUG	914	13,4	313	19,9	1 227	14,6
Licence/Master 1	1 257	18,4	380	24,1	1 637	19,5
Master 2/Doctorat	406	5,9	109	6,9	515	6,1
ND	100	1,5	6	0,4	106	1,3
Total	6 840	81,3	1 576	18,7	8 416	100

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail, 4e trimestre 2023

Le tableau 4, qui montre la répartition des emplois créés selon le sexe et la nationalité révèle que parmi les 8 416 emplois créés, 93,5% étaient de nationalité malienne contre 6,5% d'étrangers. Le trimestre a enregistré 4 fois plus d'employés asiatiques que de ressortissants d'Europe ou d'Amérique, soit 1,7% contre 0,4%.

Le nombre d'emplois occupés par les étrangers a connu une hausse de 80,7% comparativement au dernier trimestre (de 305 à 551). Plus particulièrement, les ressortissants de la Zone UEMOA et le reste de l'Afrique occupent ensemble 4,4% des nouveaux emplois créés par le secteur privé avec respectivement 2,9% et 1,5%.

Tableau 4: Effectif et répartition (en %) des emplois créés par sexe et selon la nationalité.

Situation géographique	**Homme**		**Femme**		**Total**	
	Effectif	**%**	**Effectif**	**%**	**Effectif**	**%**
Mali	6 331	92,6	1 534	97,3	7 865	93,5
UEMOA	218	3,2	22	1,4	240	2,9
Afrique	118	1,7	9	0,6	127	1,5
Europe	14	0,2	8	0,5	22	0,3
Amérique	8	0,1	1	0,1	9	0,1
Asie	141	2,1	2	0,1	143	1,7
Océanie	10	0,1	0	0,0	10	0,1
Total	**6 840**	**81,3**	**1 576**	**18,7**	**8 416**	**100**

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail, 4e trimestre 2023

On note aussi que plus de la moitié (52,3%) des emplois créés étaient occupés par des jeunes de la tranche d'âge 25-35 ans dont 56,2% chez les femmes et 51,4% chez les hommes. Il faut noter que les nouveaux agents 15-24 ans occupaient 9% des emplois créés.

Tableau 5: Effectif et répartition (en %) des emplois créés par sexe et selon la tranche d'âge

Groupe d'âge	Homme		Femme		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
15 - 24 ans	608	8,9	152	9,6	760	9,0
25 - 35 ans	3 516	51,4	885	56,2	4 401	52,3
36 - 44 ans	1 673	24,5	350	22,2	2 023	24,0
45 ans et plus	965	14,1	156	9,9	1 121	13,3
ND	78	1,1	33	2,1	111	1,3
Total	6 840	81,3	1 576	18,7	8 416	100

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail, 4e trimestre 2023

Créations d'emplois du secteur public[1]

Au 4e trimestre, 11 065 emplois ont été créés par le secteur public sur lesquels 466 par la fonction publique des collectivités ; 361 emplois par les projets et programmes d'investissement et 10 091 auto-emplois par les projets et programmes d'insertion.

En termes d'emplois permanents, le tableau 6 donne les résultats du recrutement des jeunes dans la fonction publique des collectivités territoriales selon le sexe. Ainsi, sur les 466 agents recrutés par la fonction publique des collectivités, moins d'un cinquième (16,3%) était des femmes et le reste des hommes.

Tableau 6: Répartition des emplois permanents par type de recrutement selon le sexe

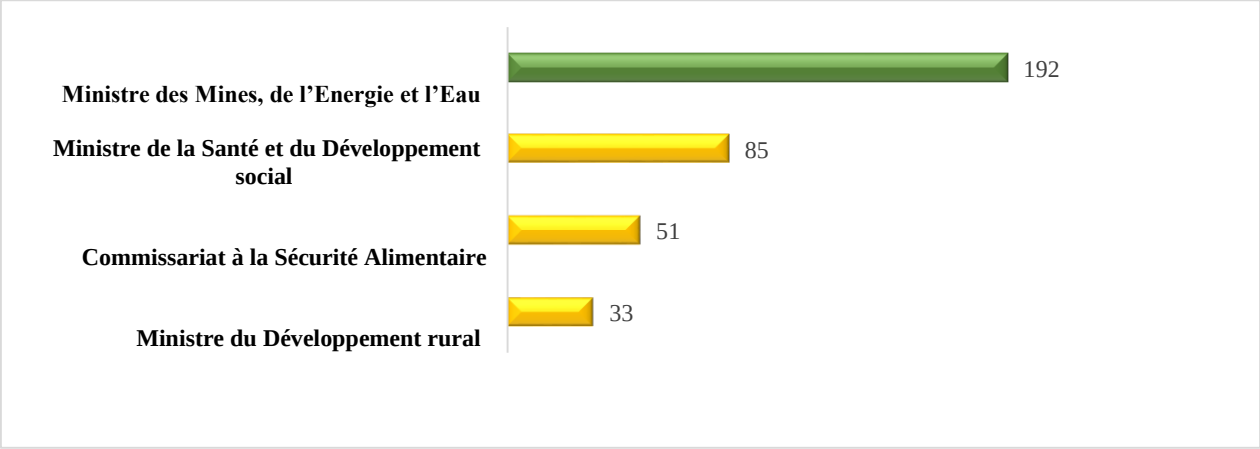
Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation	Homme	Femme	Total
Recrutement des enseignants dans la fonction publique des collectivités	390	76	466
Total	**390**	**76**	**466**

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la fonction publique et des collectivités.

En ce qui concerne les emplois créés par les projets et programmes d'investissement, on note que sur un total de 361 emplois créés, moins de la moitié, soit 163 emplois (45,1%) étaient durables[2]. 29,6% des emplois non durables étaient pourvus par les femmes.

Un peu plus de sept personnes sur dix insérées dans les projets et programmes d'investissements, (70,3%, soit 254) étaient des hommes. Plus de la moitié (53,1%, soit 192) des emplois publics des projets et programmes d'investissements, ont été générés par le Ministère de l'Energie et de l'Eau (Graphique 2) dont 30 femmes et près du quart (23,5%) par le Ministère de la Santé et du Développement Social, soit 85 postes dont 40 femmes.

Graphique 2:Repartition des emplois générés par les Projets/programmes d'investissement par Département Ministériel.



Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées par les points focaux emploi, 4e trimestre 2023

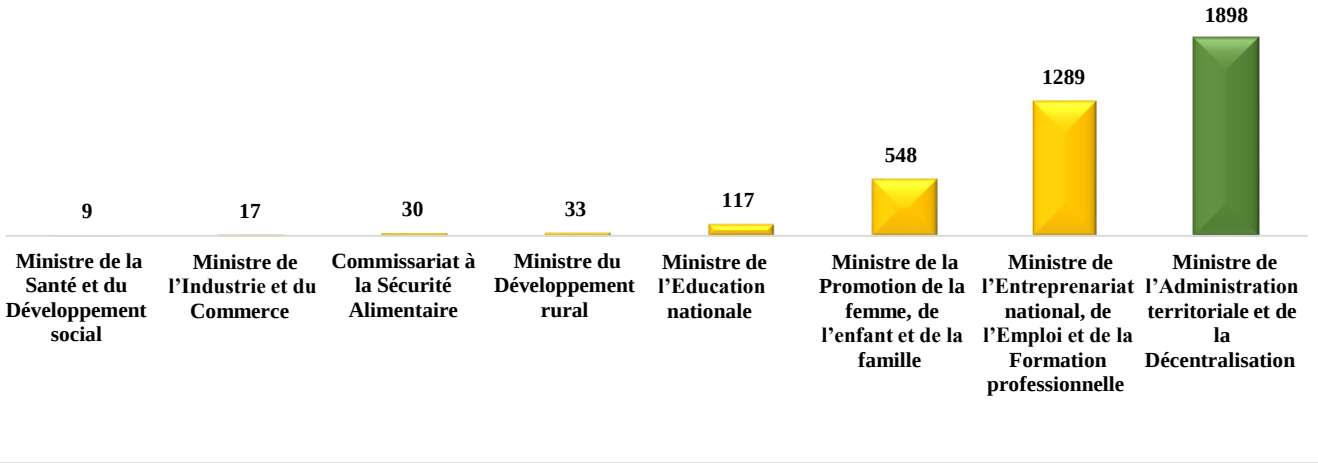
Les projets et programmes d'insertion (auto-emplois) ont généré 3 941 emplois au cours du 4e trimestre 2023. Le ministère de l'administration territoriale et de la

[1] Les emplois du secteur public peuvent être des emplois permanents ; des emplois générés par les projets et programmes d'investissement ou être des auto-emplois de projets et programmes d'insertion grâce à un financement sur le budget national ou celui des partenaires. La durée des emplois générés par les projets et programmes d'investissement est généralement liée à celle des projets.

[2] Les emplois durables sont définis comme s'étendant sur six mois ou plus.

décentralisation était le plus grand pourvoyeur d'auto emplois avec 1 898 postes (ave 1 632 femmes), suivi du ministère de l'entreprenariat national, de l'emploi et de la formation professionnelle avec 1 289 emplois créés (avec 450 femmes), à travers le programme insertion (ANPE, APEJ).

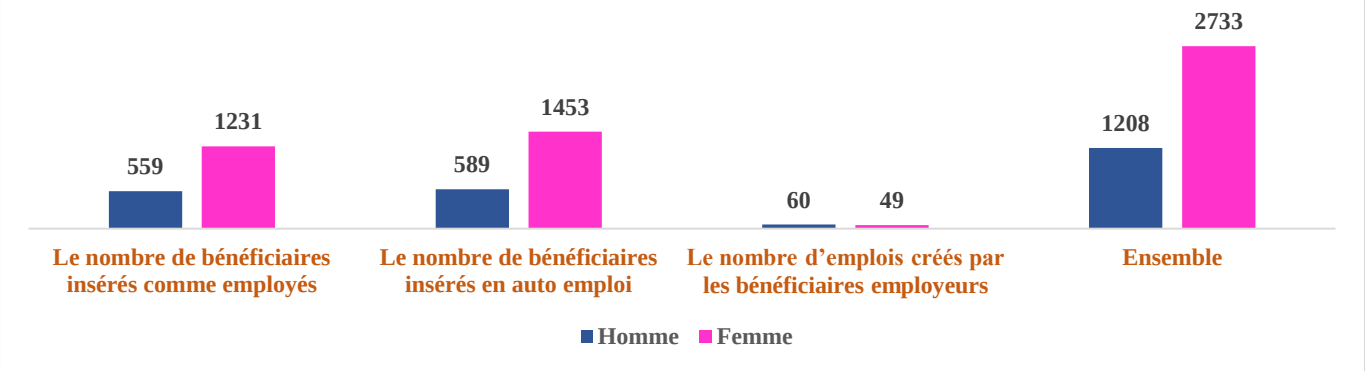
Graphique 3 : Répartition des emplois générés par les projets, programmes et agences.



Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées par les points focaux emploi, 4e trimestre 2023

Il faut noter également que les femmes étaient plus représentées dans les projets et programmes d'insertion, soit 2 733 contre 1 208 hommes. Par contre les femmes employeuses ont créé moins d'opportunités que les hommes employeurs, soit respectivement 49 emplois créés contre 60. Concernant les bénéficiaires insérés en auto-emploi, on remarque que les femmes s'inséraient plus en auto-emplois, soit 1 453 contre 589 hommes.

Graphique 4 : Effectif par sexe des emplois générés par les projets, programmes et agences au 3e trimestre 2023.



Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées par les points focaux emploi, 4e trimestre 2023

Pertes d'emplois

Entre le 3e et 4e trimestre 2023, on a constaté une hausse de 59,8% de demande d'avis ou d'autorisation de licenciement, qui ont concerné 1 467 travailleurs.

Les données du tableau 6 montrent que les motifs économiques étaient les principales causes évoquées, et on est passé de 633 cas au 3e trimestre à 1 020 au 4e trimestre soit une hausse de 61,1%. Les pertes d'emplois dues à l'inaptitude physique/décès sont restées stables entre les deux périodes, soit 4 pertes d'emplois tandis que les départs à la retraite ont connu une hausse, passant de 16 retraités au 3e trimestre à 25 retraités au 4e. Par région, les pertes d'emploi ont principalement concerné Gao (640, soit 43,6%), Bamako (285, soit 19,4%).

Tableau 7: Répartition des pertes d'emplois par région selon le motif de juillet à septembre 2023

Région	Rupture conventionnelle	Fautes professionnelles	Abandon/ Démission	Motif économique	Départ à la retraite	Fautes lourdes/ Vol	Inaptitude physique/ Décès	Total
Kayes	0	29	8	39	25	0	3	104
Koulikoro	0	10	5	0	0	0	0	15
Sikasso	3	3	2	138	0	0	0	146
Ségou	0	2	4	2	0	0	0	8
Mopti	0	4	0	100	0	0	0	104
Tombouctou	0	2	2	36	0	0	0	40
Gao	63	2	2	573	0	0	0	640
Kidal	0	0	0	73	0	0	0	73
Taoudenni	0	0	2	4	0	0	0	6
Ménaka	0	0	0	0	0	0	0	0
Bougouni	10	5	0	2	0	0	0	17
Koutiala	0	3	1	0	0	0	0	4
San	1	4	6	2	0	0	0	13
Nioro	0	0	0	0	0	0	1	1
Kita	0	0	0	0	0	0	0	0
Dioïla	0	2	0	0	0	0	0	2
Nara	1	0	0	0	0	0	0	1
Douentza	0	0	0	8	0	0	0	8
Bamako	6	53	54	43	0	129	0	285
Total	**84**	**119**	**86**	**1 020**	**25**	**129**	**4**	**1 467**

Source : Direction Nationale du Travail, Rapport d'activités du 4e trimestre 2023

Evolution des créations et des pertes d'emplois

Du 1er octobre au 31 décembre 2023, il a été enregistré 13 184 nouvelles créations d'emplois et 1 467 pertes d'emplois, soit une création nette d'emplois de 11 717. Sur les 13 184 nouvelles créations d'emplois, 63,8% ont été réalisées par le secteur privé et 36,2% par le secteur public.

A partir du tableau 7, on note que comparativement au 3e trimestre 2023, le 4e trimestre est marqué par :

- une baisse de 5,3% du nombre d'emplois nets créé ;
- une diminution du nombre d'emplois générés par les projets, programmes d'investissements de 87,8% et celui des auto-emplois de 13,7% ;
- une augmentation de 59,8% des pertes d'emplois de 918 à 1 467 entre les deux périodes.

En résumé, entre le 3e et 4e trimestre 2023, la création nette d'emplois est passée de 13 006 à 11 717, soit une baisse de 9,9% entre les deux périodes. Entre 2022 et 2023, on constate une baisse de 16,6% du nombre d'emplois nets créés, passant de 59 416 emplois nets en 2022 à 49 533 emplois nets en 2023. Cette baisse est due à une diminution croissante des emplois permanents (recrutements fonctionnaires Etat, Collectivité, forces armées et sécurité). Par contre, une hausse de 12,3% est observée entre 2021 et 2022, soit 52 903 emplois nets en 2021.

Tableau 8: Evolution des créations et des pertes d'emplois enregistrées du 01 janvier 2021 au 31 Décembre 2023

Type d'emplois	2021	2022	2023				
			T1	T2	T3	T4	Total
Emplois créés par le secteur privé	**25 031**	**30 368**	**9 943**	**7 484**	**6 404**	**8 416**	**32 247**
Emplois créés par le secteur public	**30 564**	**31 351**	**3 123**	**6 034**	**7 520**	**4 768**	**21 445**
Emplois permanents (recrutements fonctions Etat, Collectivité, Forces armées et Sécurité)	3 524	11 566	0	0	0	466	**466**
Emplois générés par les Projets, Programmes d'investissements en infrastructure	2 137	1 797	632	1 129	2 955	361	**5 077**
Auto-Emplois générés par les Projets, Programmes, Agences d'insertion	24 903	17 988	2 491	4 905	4 565	3 941	**15 902**
Total emplois créés	**55 595**	**61 719**	**13 066**	**13 518**	**13 924**	**13 184**	**53 692**
Pertes d'emplois	2 692	2 303	362	1 412	918	1 467	**4 159**
Total création nette d'emplois	**52 903**	**59 416**	**12 704**	**12 106**	**13 006**	**11 717**	**49 533**

Source : Bulletins trimestriels, ONEF 2021-2023

Offres et demandes d'emploi[3]

Au cours du quatrième trimestre 2023, 1 135 demandes d'emplois ont été enregistrées contre 421 offres d'emplois et 457 placements effectués.

En termes de représentativité, c'est le District de Bamako qui arrive en tête avec 30,1% de demandes d'emplois, suivi des régions de Ménaka (23,3%), Ségou (10,9%) et Sikasso (9,6%).

Sur l'ensemble des demandes d'emplois enregistrées, les femmes représentaient 32,2%. Elles sont minoritaires dans toutes les régions.

Tableau 9: Demandes d'emploi enregistrées au cours du 4e trimestre 2023 par région selon le sexe

Région	Homme		Femme		Ensemble	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Kayes	24	58,5	17	41,5	41	3,6
Koulikoro	28	60,9	18	39,1	46	4,1
Sikasso	73	67,0	36	33,0	109	9,6
Ségou	75	60,5	49	39,5	124	10,9
Mopti	61	67,0	30	33,0	91	8,0
Tombouctou	19	57,6	14	42,4	33	2,9
Gao	45	78,9	12	21,1	57	5,0
Kidal	20	100,0	0	0,0	20	1,8
Ménaka	177	66,8	88	33,2	265	23,3
Taoudenni	7	100,0	0	0,0	7	0,6
Bamako	240	70,2	102	29,8	342	30,1
Total	**769**	**67,8**	**366**	**32,2**	**1 135**	**100**

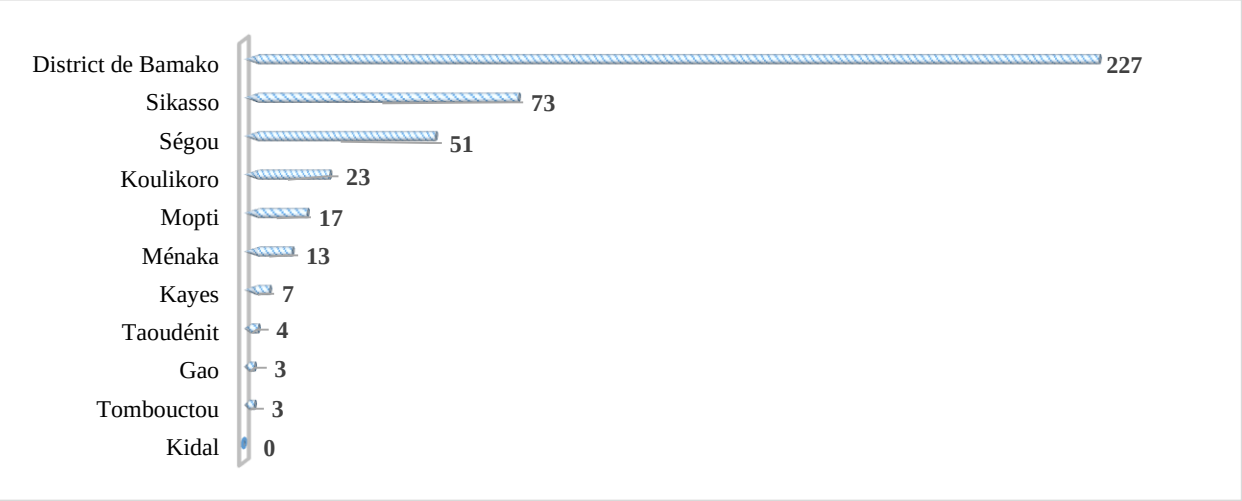
Source : DPS/ANPE

Entre le troisième et le quatrième trimestre 2023, le nombre d'offres d'emplois a connu une baisse de 38%, passant de 684 offres d'emplois au 3e trimestre à 424 au 4e trimestre. Le District de Bamako a connu une baisse de 51%.

.

[3] Les offres et les demandes d'emplois sont collectées principalement par l'Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE)/ Des bureaux de placement publics et privés font également des intermédiations en terme de demande, d'offres et de placements.

Graphique 5 : Répartition des offres d'emplois enregistrées au cours du 4e trimestre 2023 par région



Source : DPS/ANPE

Dans l'ensemble, au cours du 4e trimestre 2023 ; 84% des placements effectués étaient des hommes contre 16% de femmes. Le District de Bamako représentait 29,5% des placements effectués au 4e trimestre, 20,8% pour la région de Ségou ; 17,1% pour la région de Gao et 14,7% pour la région de Sikasso. Les bureaux de placement des régions de Kayes, Kidal et Taoudenni, n'ont enregistré aucun placement au cours du 4e trimestre 2023. On note que c'est à Tombouctou seulement que la moitié (50%) des personnes recrutées était des femmes.

Tableau 10: Placements effectués au cours du 4e trimestre 2023 par région selon le sexe

	Homme		Femme		Ensemble	
Régions	**Effectifs**	**%**	**Effectifs**	**%**	**Effectifs**	**%**
Kayes	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Koulikoro	6	0,0	12	0,0	18	3,9
Sikasso	46	68,7	21	31,3	67	14,7
Ségou	81	85,3	14	14,7	95	20,8
Mopti	37	80,4	9	19,6	46	10,1
Tombouctou	4	50,0	4	50,0	8	1,8
Gao	65	83,3	13	16,7	78	17,1
Kidal	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Ménaka	10	100,0	0	0,0	10	2,2
Taoudenni	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Bamako	135	100,0	0	0,0	135	29,5
Total	**384**	**84,0**	**73**	**16,0**	**457**	**100**

Source : DPS/ANPE

Dialogue social

Globalement, au cours du quatrième trimestre 2023 (tableau 10), il a été enregistré 328 litiges individuels[4] sur lesquels 209, soit 63,7% ont été réglés en conciliation devant l'inspecteur du travail.

Le District de Bamako et la région de Mopti ont enregistré plus de litiges individuels. Ainsi, il a été enregistré 140 litiges individuels à Bamako, sur lesquels, 67 ont été réglés en conciliation et 46 transmis au tribunal du travail. Quant à la région de Mopti, 104 litiges ont été soumis qui sont

[4] Ces litiges individuels sont relatifs principalement à des réclamations concernant les salaires ou accessoires de salaires, d'indemnité compensatrice du préavis, d'heures supplémentaires, de licenciement, de congés payés et de repos hebdomadaire.

tous réglés en conciliation. Les deux localités représentent un peu moins de trois quart (74,4%) des litiges soumis. Dans les régions de Kayes, Ségou, et Tombouctou, les litiges individuels soumis s'élèvent respectivement à 25, 14% et 11%. Sur les 44 litiges en instance, 27 sont enregistrés à Bamako, 10 à Ségou, 3 à Kayes, 2 à Gao, 1 à Bougouni et 1 à Nioro.

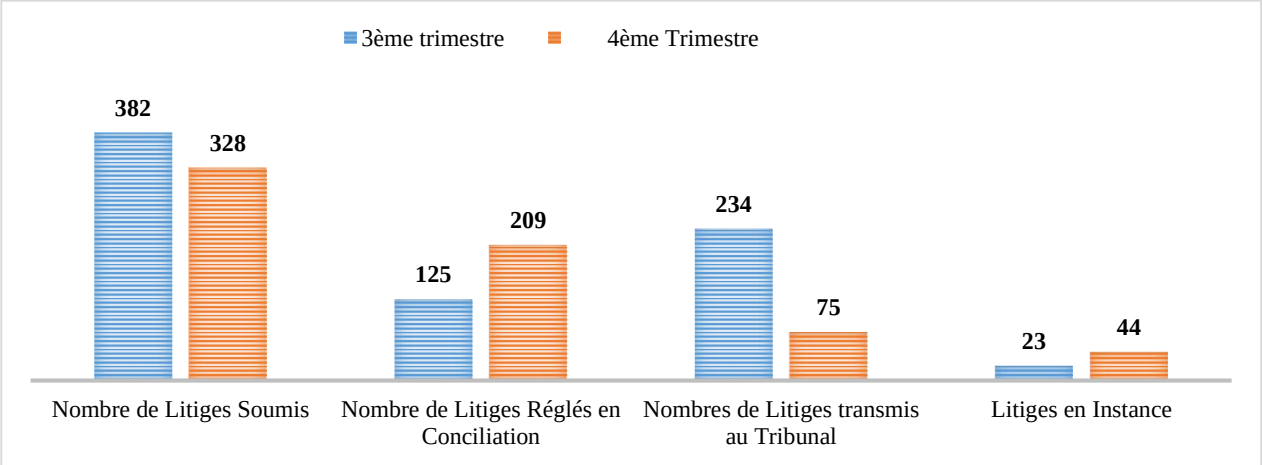
Tableau 11: Etat des principaux indicateurs du dialogue social par région

Régions	Litiges soumis	Litiges réglés en conciliation	Litiges transmis au Tribunal	Litiges en instance
Kayes	25	13	9	3
Koulikoro	4	0	4	0
Sikasso	7	7	0	0
Ségou	14	3	1	10
Mopti	104	104	0	0
Tombouctou	11	3	8	0
Gao	4	1	1	2
Kidal	0	0	0	0
Taoudenni	0	0	0	0
Ménaka	0	0	0	0
Bougouni	7	4	2	1
Koutiala	0	0	0	0
San	9	5	4	0
Nioro	1	0	0	1
Kita	0	0	0	0
Dioïla	1	1	0	0
Nara	1	1	0	0
Douentza	0	0	0	0
Bamako	140	67	46	27
Total	**328**	**209**	**75**	**44**

Source : Direction Nationale du Travail, Rapport d'activités du 4e trimestre 2023

L'analyse du graphique 6 montre que le nombre de litiges individuels soumis a connu une baisse symbolique de 14,1% entre le 3e trimestre 2023 et le 4e trimestre de la même année, passant de 382 à 328. Le nombre de litiges réglés en conciliation et celui en instance étaient plus importants au 4e trimestre avec respectivement 209 contre 125 et 44 contre 23.

Graphique 6: Evolution des litiges individuels entre le 2e trimestre 2023 et 3e trimestre 2023



Source : Direction Nationale du Travail, rapports d'activités du 3etrimestre 2023 et du 4e trimestre 2023

Indice harmonisé des prix à la consommation

Au 4e trimestre 2023, l'indice harmonisé a baissé de 0,8%. Le taux d'inflation[5] qui a connu une baisse continuelle depuis le début de l'année 2023, a atteint un niveau inférieur à la norme communautaire de l'UEMOA, attestant ainsi d'un contrôle de l'inflation.

Tableau 12 : Variation trimestrielle du taux d'inflation

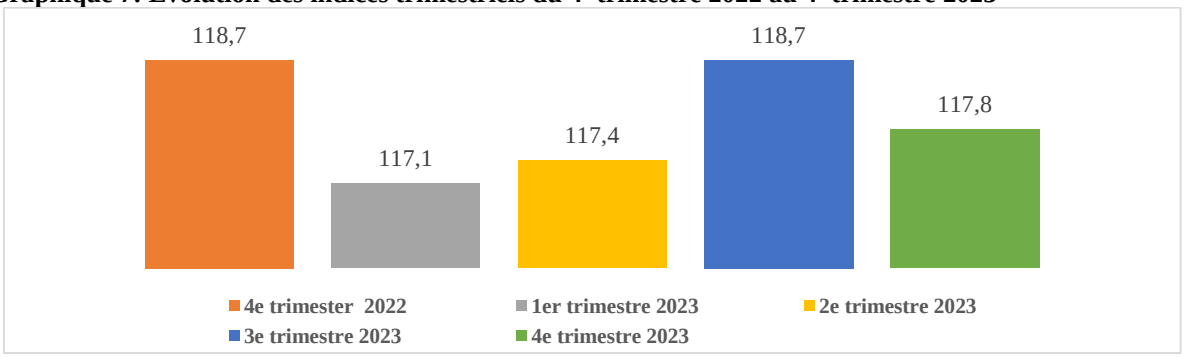
Indicateurs IHPC	Pondérations	4e trimester 2022	3e trimestre 2023	4e trimestre 2023	Variation Trimestrielle	Variation annuelle
INDICE GLOBAL	10 000	118,7	118,7	117,8	-0,8	-0,8
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	5847	127,6	126,4	125,22	-0,9	-1,9
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	78	114,9	113,05	115,35	2	0,4
Articles d'habillement et chaussures	557	110,7	112,37	112,79	0,4	1,9
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	951	113,2	110,58	105,76	-4,4	-6,6
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	362	113,7	116,06	116,53	0,4	2,5
Santé	307	120,4	121,37	125,16	3,1	4,0
Transports	879	105	111,9	110,15	-1,6	4,9
Communication	487	81,6	78,45	79,34	1,1	-2,8
Loisirs et culture	151	137,9	139,42	140,58	0,8	1,9
Enseignement	65	115,4	122,84	119,58	-2,7	3,6
Restaurants et Hôtels	60	106,8	108,27	109,66	1,3	2,7
Biens et services divers	256	124,3	127,04	127,05	0	2,2

Source : Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC base 2014), INSTAT

Au quatrième trimestre 2023, l'indice national a connu une baisse de 0,8% par rapport au trimestre précédent. Cette baisse est due en grande partie aux fonctions suivantes : produits alimentaires et boissons non alcoolisées (-0,9%) ; transport (-1,6%) ; logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles (-4,4%) ; enseignement (2,7%).

Au début de l'année 2023, l'indice a connu une baisse de 1,3% au 1e trimestre 2023 et ensuite il a continué d'augmenter jusqu'au 3e trimestre 2023, soit 0,3% et 1,1% respectivement aux 2e et 3e trimestres. Mais au 4e trimestre 2023, l'indice a connu une légère baisse de 0,8% par rapport à sa valeur du troisième trimestre.

Graphique 7: Évolution des indices trimestriels du 4e trimestre 2022 au 4e trimestre 2023

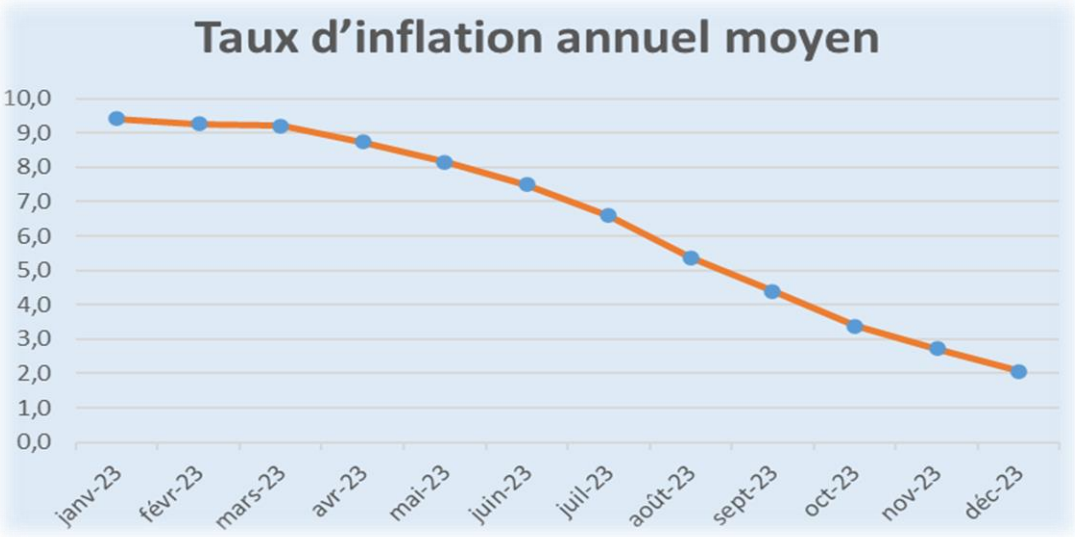


Source : Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC base 2014), INSTAT

[5] Rappelons que le taux d'inflation annuel moyen, mesure la variation de l'indice des 12 premiers mois par rapport aux 12 mois précédents. Il joue le rôle d'indicateur de convergence dans les huit (8) États membres de l'UEMOA.

Le niveau de l'indicateur de convergence (l'inflation annuelle moyenne) au Mali a connu une baisse durant l'année 2023. Cependant depuis janvier 2023, l'indice a baissé progressivement. Ainsi, le taux d'inflation est passé de 9,4% en janvier à 2,1% en décembre 2023, soit une baisse moyenne mensuelle de 12,7%. Cet indicateur est actuellement inférieur à la norme communautaire (3%) de l'UEMOA. Ainsi, au Mali l'inflation est stable.

Graphique 8 : Taux d'inflation mensuel moyen octobre 2022 à septembre 2023



Source : Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC base 2014), INSTAT

Nouvelles créations d'entreprises

Au 4e trimestre 2023, le nombre d'entreprises créées est plus du double de celui du troisième 2023. En effet, il est passé de 1 484 entreprises au 3e trimestre à 3 057 entreprises créées au 4e trimestre, soit une hausse de 1 573 entreprises (105,9%).

Ces bons résultats peuvent être expliqués par un retour de la sécurité dans une bonne partie du territoire, contribuant ainsi à une amélioration dans les branches d'activités telles que le commerce général et les prestations de services. En outre, on constate que les investisseurs étaient attirés par les branches « Commerce général (53,7%) », « Prestation de service (29%) », « Autres activités commerciales (10,2%) » et la branche « Construction, BTP, travaux d'ingénierie, (3,2%) ». Ces quatre branches constituaient la quasi-totalité des entreprises créées.

Tableau 13: Répartition des nouvelles entreprises créées selon la branche d'activités au 2e et 3e trimestre 2023

Branche d'activités	3e trimestre 2023	4e trimestre 2023
Activités connexes à l'intermédiation financière	0	1
Activités de loisirs, culturelles et sportives	0	1
Activités de transports connexes et auxiliaires ; agences de voyage	3	5
Activités extractives, minière	0	3
Activités immobilières	12	20
Assainissement, Ramassage d'ordures	3	10
Assistance sociale et santé	0	1
Autres activités commerciales	0	311
Commerce, Commerce général	971	1 642
Communication	0	1
Construction, BTP, Travaux d'ingénierie	5	97
Education, Formation, Recherche	4	13
Enseignement	0	26
Gardiennage, sécurité	2	13
Hôtels et restaurants	10	12
Prestations de services	467	886
Recherche et Exploitation Minière	3	7
Santé et action sociale	1	7
Transports terrestres ; transports par pipelines	3	1
Total	**1 484**	**3 057**

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données de l'API

Sigles et Abréviations

ANPE	Agence national pour l'emploi
API	Agence pour la promotion des investissements au Mali
BIT	Bureau international du travail
COVID-19	Maladie à coronavirus 2019
DNT	Direction nationale du travail
DRT	Direction régionale du travail
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
IHPC	Indices Harmonisé des prix à la consommation
INSTAT	Institut national de la Statistique
OIT	Organisation internationale du travail
ONEF	Observatoire national de l'emploi et de la formation
PIB	Produit intérieur brut
SIMT	Système d'Information sur le Marché du Travail

Directeur de publication
M. Boubacar DIALLO
(DG, ONEF-Mali)

Directrice de rédaction
Mme. Aoua Saran DEMBELE
(DGA, ONEF-Mali)

Équipe de rédaction
M. Ousmane DIALL
M. Adama TOGO
Mme. Kadia BAGAYOKO

Lecture
M. Cheick Fanta Mady
M. N'Faly SIAMAN

Remerciements

- Direction Nationale de l'Emploi
- Agence Nationale pour l'Emploi
- Direction Nationale du Travail
- Institut National de la Statistique
- Directions Régionales de l'Emploi et la Formation
- Agence pour la Promotion des Investissements
- Cellules de Planification et de Statistique
- Directions de Ressources Humaines de la Défense et Sécurité.

Ce bulletin est produit par l'Observatoire national de l'emploi et de la formation| sis Baco-Djicoroni-ACI à côté du Lycée Soundiata KEITA.
Bamako (Mali) | Tel : +223 20 28 61 09. Email : contact@onef.ml. Site : www.onef.ml.